

Direction de la Commande Publique
Bâtiment MUSE
80, allée Ampère
38400 Saint Martin D'Hères
Courriel : marches.crous38@crous-grenoble.fr

Accord-cadre à bons de commandes mono-attributaire de fournitures

FOURNITURE DE LEGUMES 4° ET 5° GAMME BIO DE SAISON













2026-12

Appel d'offres ouvert

En application des articles R2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique

Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.)

SYNTHÈSE DU CONTRAT

	Accord-cadre à bons de commandes mono-attributaire de fournitures <u>Objet</u> : FOURNITURE DE LEGUMES 4° ET 5° GAMME BIO DE SAISON
	<u>Acheteur</u> : CROUS Grenoble Alpes Bâtiment MUSE 80 allée Ampère 38400 - Saint-Martin-d'Hères
	L'accord-cadre inclut des considérations environnementales.
	L'accord-cadre inclut des considérations sociales.
	Accord-cadre passé en appel d'offres ouvert, en application des articles R2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique. CCAG applicable à l'accord-cadre : CCAG Fournitures Courantes et Services.
	CROUS Grenoble Alpes, Bâtiment MUSE, 80 allée Ampère, 38400 Saint-Martin-d'Hères
	L'accord-cadre n'est pas alloti.
	La durée d'exécution de l'accord-cadre est de 12 mois reconductible 3 fois pour 12 mois
	Le marché est à prix unitaires.
	L'accord-cadre est révisable.
	<u>Tranches</u> : L'accord-cadre n'est pas divisé en tranches. <u>Prestations similaires</u> : Sans objet
	L'accord-cadre n'est pas réservé à une profession particulière.

SOMMAIRE

PARTIE 1.	PRÉAMBULE.....	4
PARTIE 2.	DISPOSITIONS GÉNÉRALES	5
ARTICLE 1.	OBJET DE L'ACCORD-CADRE	5
ARTICLE 2.	DURÉE	5
ARTICLE 3.	ACCORD-CADRE	5
ARTICLE 4.	DOCUMENTS CONTRACTUELS	5
ARTICLE 5.	ASSURANCES	6
ARTICLE 6.	INTERVENANTS.....	6
6.1.	SOUS-TRAITANCE.....	6
6.2.	GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES	6
PARTIE 3.	PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENT	7
ARTICLE 7.	CARACTÉRISTIQUES DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE	7
7.1.	MODALITES DE FIXATION DES PRIX	7
7.2.	CONTENU DU PRIX	7
7.3.	VARIATION DES PRIX.....	7
ARTICLE 8.	AVANCE	7
ARTICLE 9.	RETENUE DE GARANTIE	8
ARTICLE 10.	MODALITÉS DE PAIEMENT	8
10.1.	DELAI DE PAIEMENT	8
10.2.	MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	8
10.3.	FACTURATION	9
PARTIE 4.	MODALITÉS D'EXÉCUTION	10
ARTICLE 11.	MODALITÉS DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES	10
ARTICLE 12.	EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	10
ARTICLE 13.	DÉVELOPPEMENT DURABLE	12
ARTICLE 14.	PRESTATIONS SIMILAIRES ET MODIFICATIONS.....	13
ARTICLE 15.	PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	13
PARTIE 5.	CONSTATATION DE L'EXÉCUTION, GARANTIE ET MAINTENANCE.....	14
ARTICLE 16.	RÉCEPTION.....	14
PARTIE 6.	CLAUSES DIVERSES.....	15
ARTICLE 17.	CONFIDENTIALITÉ – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES – MESURES DE SÉCURITÉ	15
PARTIE 7.	DÉFAILLANCE DANS L'EXÉCUTION.....	16
ARTICLE 18.	PÉNALITÉS.....	16
ARTICLE 19.	MESURES COERCITIVES	16
ARTICLE 20.	CAS DE RÉSILIATION	17
ARTICLE 21.	LITIGES ET DIFFÉRENDS	17
PARTIE 8.	DÉROGATIONS AU CCAG.....	17
PARTIE 9.	CLAUSES TECHNIQUES	18
ARTICLE 22.	RÈGLEMENTATION EN VIGUEUR	18
ARTICLE 23.	DISPOSITIONS CONCERNANT LES PRODUITS	18
23.1.	SPECIFICATIONS TECHNIQUES	18
23.2.	DEFAULTS.....	18
23.3.	ADDITIFS.....	18
23.4.	DLC	18
23.5.	ENGAGEMENTS SUR LES REFERENCES DES PRODUITS.....	19
23.6.	CONDITIONNEMENT ET EMBALLAGE	19
23.7.	ÉTIQUETAGE	20
23.8.	MAITRISE DES RISQUES SANITAIRES	20

PARTIE 1. PREAMBULE

Législation applicable

Cet accord-cadre est conclu en application du Code de la commande publique et de l'Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services.

Le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE est d'application.

PARTIE 2. DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1. REPRESENTANT DE L'ACHETEUR

La livraison des fournitures se déroule sous le contrôle du représentant de l'acheteur :

Nom : Boris TARGE

Adresse : Crous Grenoble Alpes, Bâtiment MUSE, 80 allée Ampère, 38400 Saint-Martin-d'Hères

ARTICLE 2. OBJET DE L'ACCORD-CADRE

FOURNITURE DE LEGUMES 4° ET 5° GAMME BIO DE SAISON.

ARTICLE 3. DUREE

Durée :

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 12 mois.

Date de début du marché fixée au 4 mai 2026

Délai de livraison :

Après émission d'un bon de commande, le titulaire du marché est strictement tenu au respect des délais de livraison auxquels il s'est engagé dans son mémoire technique, et ce pendant toute la durée du marché.

Au-delà, le CROUS peut refuser la marchandise et le titulaire encourt des pénalités de retard.

Reconduction :

L'accord-cadre est reconductible tacitement, il comprend 3 reconductions.

La durée de chaque reconduction est de 12 mois (fin au 3 mai 2030).

A l'issue de la dernière reconduction, plus aucune nouvelle commande ne pourra être réalisée en exécution de cet accord-cadre.

Si l'acheteur ne souhaite pas reconduire l'accord-cadre, il doit prendre une décision expresse de non-reconduction, qu'il notifie au titulaire au plus tard 30 jours calendaires avant la date d'échéance de l'accord-cadre initial ou d'une reconduction ultérieure.

Le titulaire ne peut s'opposer à la non-reconduction de l'accord-cadre.

ARTICLE 4. ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre est un accord-cadre à bons de commandes mono-attributaire de fournitures.

ARTICLE 5. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG fournitures courantes et services, les documents contractuels prévalent dans l'ordre de priorité ci-dessous.

- L'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU)
- Le Cahier des Clauses Particulières (CCP) dont l'exemplaire conservé par l'acheteur fait seul foi
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Fournitures courantes et services (CCAG FCS) (*)
- Les fiches techniques des produits
- Le Cadre de Mémoire Technique
- Les décisions modificatives le cas échéant

(*) Ces documents sont des documents généraux que le titulaire peut se procurer sur le site internet de la Direction des Affaires Juridiques du Ministère chargé de l'économie.

ARTICLE 6. ASSURANCES

Le titulaire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail. Le titulaire contracte également les assurances couvrant sa responsabilité civile, pour les dommages matériels et corporels pouvant être causés à l'acheteur et aux tiers lors de l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire justifiera qu'il a souscrit ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation en cours de validité, précisant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire produit cette attestation, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

ARTICLE 7. INTERVENANTS

7.1. Sous-traitance

La sous-traitance n'est pas admise pour l'exécution de cet accord-cadre.

7.2. Groupement d'opérateurs économiques

Le membre du groupement d'opérateurs économiques, désigné dans le marché comme mandataire, représente l'ensemble des membres du groupement, vis-à-vis de l'acheteur, pour l'exécution du marché.

En cas de groupement solidaire, chacun des membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché et doit pallier une éventuelle défaillance des autres membres du groupement.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours à compter de la notification de la mise en demeure par l'acheteur d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est conjoint, chaque membre du groupement s'engage à exécuter les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans l'accord-cadre. Chaque membre du groupement est rémunéré sur son compte, pour la part des prestations qu'il a réalisé.

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est solidaire, chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité de l'accord-cadre. Le paiement se réalise sur un compte au nom du groupement.

Si le titulaire est un groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire, pour l'exécution du marché public, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

ARTICLE 8. CARACTERISTIQUES DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE

8.1. Modalités de fixation des prix

La rémunération du présent accord-cadre se fait sur la base de prix unitaires.

8.2. Contenu du prix

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG fournitures courantes et services les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations (notamment taxe INTERFEL), les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

8.3. Variation des prix

Les prix unitaires sont fermes les 12 premiers mois d'exécution du marché.

En cas de reconduction, les prix pourront être révisés à la date anniversaire du marché, par application de la formule suivante :

$$P(n) = P(o) [0,15 + 0,85 \times IPP(n)/IPP(o)]$$

dans laquelle :

P(n) est le prix révisé ;

P(o) est le prix initial réputé établi sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres, appelé "Mois zéro" (Mo) ;

IPP est l'indice des prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 10.39.14 – Fruits et légumes coupés et emballés - Identifiant 010533950 ;

IPP(n) est la valeur de l'index de référence à la date de la demande de révision de prix ;

IPP(o) : est la valeur de l'index de référence au mois de remise des offres "Mois zéro" (Mo).

Il appartient au titulaire d'adresser à la Direction de la Commande Publique, 4 semaines avant la date anniversaire et par lettre recommandée, son bordereau de prix révisé.

Les différentes valeurs des indices devront impérativement être mentionnées dans la demande de révision.

En cas de non réception de la demande de révision de prix dans les délais impartis, les prix unitaires en cours seront tacitement reconduits pour les 12 mois suivants.

Aucune demande de révision de prix ne sera acceptée passés les délais.

Les nouveaux prix, sans opposition de la Direction de la Commande Publique dans le délai des 4 semaines susvisées, pourront être appliqués à compter du début de chaque nouvelle période de 12 mois

ARTICLE 9. AVANCE

L'option A du CCAG Fournitures courantes et services est retenue.

Une avance est accordée au titulaire à hauteur de 5% lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le remboursement de l'avance débute lorsque 65% des prestations sont réalisées. Le remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80% du montant (TTC) des prestations qui lui sont confiées au titre de l'accord-cadre.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde.

Toutefois, le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

Si le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13, le taux de l'avance est porté à 30%.

ARTICLE 10. RETENUE DE GARANTIE

Le titulaire est dispensé de la constitution d'une garantie.

ARTICLE 11. MODALITES DE PAIEMENT

11.1. Délai de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours calendaires. Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur.

Les factures sont transmises par l'intermédiaire du portail de facturation **Chorus Pro**, la date de réception de la demande de paiement correspond à :

- la date de notification à l'acheteur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation **Chorus Pro**.

Lorsque les sommes dues au titulaire n'ont pas été payées à l'échéance du délai de paiement, celui-ci a droit au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (d'un montant de 40 €), dans les conditions prévues par l'article L. 2192-13 et suivants du code de la commande publique.

Coordonnées du comptable assignataire chargé des paiements :

Pascaline NICOLAS

Agent comptable du CROUS Grenoble Alpe

CROUS Grenoble Alpes

Bâtiment MUSE

80 allée Ampère

38400 Saint-Martin-d'Hères

Tél. : 04 76 87 96 44

Email : pascaline.nicolas@crous-grenoble.fr

11.2. Modalités de règlement des comptes

Remise de la demande de paiement :

Les paiements interviennent à l'issue de l'exécution des prestations stipulées dans le bon de commande.

Le paiement sera réalisé par mandat administratif au crédit du ou des compte(s) cité(s) dans l'acte d'engagement. En cas de changement de compte bancaire en cours d'exécution du marché, le titulaire s'engage à en informer l'acheteur en recommandé avec accusé de réception.

Règlement en cas de groupement d'opérateurs économiques ou de sous-traitance :

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé au mandataire et ses cotraitants en cas de groupement.

11.3. Facturation

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L 2192-1 à L 2192-7 du code de la commande publique.

Les titulaires sont dans l'obligation d'adresser leurs factures sous format électronique par l'intermédiaire du portail de facturation Chorus Pro mis gratuitement à leur disposition.

Le titulaire devra adresser ses factures selon l'un des modes de transmission proposé par Chorus Pro et suivre le traitement de ces dernières.

Pour de plus amples informations sur le fonctionnement de cette solution, le titulaire pourra se connecter sur le site d'information accessible à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Information sur l'Acheteur:

Nom : CROUS Grenoble Alpes

SIRET : 18380156200723

Codes service : joints au DCE

Le titulaire s'engage à utiliser le même numéro de SIRET pour le dépôt de ses factures sur Chorus Pro que celui figurant sur l'acte d'engagement.

En application de l'article D2192-2 du code de la commande publique, la facture électronique doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Le titulaire est informé que l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Ainsi, lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation, l'acheteur pourra la rejeter après avoir informé le titulaire par tout moyen de son obligation de transmettre ses factures par l'intermédiaire de ce portail et l'avoir invité à utiliser le portail de facturation.

Le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entraînera leur rejet systématique sans que l'acheteur soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu'il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.

ARTICLE 12. MODALITES DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES

Représentation du titulaire et obligations d'information relative au titulaire :

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personne(s) physique(s), habilitée(s) à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

En cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu d'informer l'acheteur de toutes modifications se rapportant aux personnes ayant le pouvoir de l'engager, à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou à sa dénomination, à son adresse ou à son siège social, ainsi qu'aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitants et l'agrément de ses conditions de paiement et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Bons de commande :

En complément des dispositions de l'article 3.7 du CCAG fournitures courantes et services, les bons de commande sont notifiés par l'acheteur au titulaire. Les bons de commande devront comporter les mentions suivantes :

- ❖ Le numéro unique d'identification du bon de commande ;
- ❖ Le numéro de référence du marché ;
- ❖ Le lot concerné ;
- ❖ L'unité de gestion et l'établissement ayant passé la commande ;
- ❖ La désignation complète du produit et la référence du B.P.U. ;
- ❖ Les quantités demandées ;
- ❖ Le conditionnement ;
- ❖ La date et le lieu de livraison ;
- ❖ Les prix unitaires H.T. livrés ;
- ❖ Le montant global H.T. de la commande.

Les produits objets d'un même bon de commande sont livrés en une seule fois, sauf indication contraire sur le bon de commande.

Un bon de commande peut être modifié ou annulé sur demande du Crous, totalement ou partiellement, sans frais pour le bénéficiaire sous réserve que l'annulation intervienne dans un délai de 72 heures maximum à compter de la réception du bon de commande.

Si un bon de commande est émis le dernier jour d'exécution du marché, il reste valide après l'expiration du marché.

ARTICLE 13. EXECUTION DES PRESTATIONS

Lieux d'exécution :

Restaurants et cafétérias de Grenoble et son agglomération.

Le titulaire du marché est réputé connaître les sites et avoir pris connaissance des conditions géographiques de livraison afin de pouvoir adapter sa logistique (la liste des établissements à livrer figure dans le calendrier des livraisons).

Les fournitures seront livrées aux restaurants et cafétérias universitaires indiqués sur le bon de commande. Le non-respect de l'adresse de livraison entre les différentes implantations des établissements entraînera un refus de réception des fournitures. Celles-ci seront retournées au frais du titulaire.

Délai de livraison :

Après émission d'un bon de commande, le titulaire du marché est strictement tenu au respect des délais de livraison auxquels il s'est engagé dans son mémoire technique, et ce pendant toute la durée du marché.

Au-delà, le CROUS peut refuser la marchandise et le titulaire encourt des pénalités de retard.

Fréquence des livraisons :

Le titulaire du marché s'engage à livrer chaque restaurant **une fois par semaine minimum** (hors weekend et jours fériés). Les jours de livraison par site doivent être indiqués dans le calendrier des livraisons.

Horaires livraisons :

Les livraisons doivent impérativement être effectuées aux horaires ci-dessous, sous peine de refus de la livraison :

- Sites de Grenoble et son agglomération : entre **06h30 et 10h00**,

Le fournisseur devra en aucun cas livrer en dehors des heures d'ouverture de l'établissement.

Au-delà des horaires fixés, la marchandise peut être refusée et le titulaire encourt des pénalités.

Stockage, emballage, transport et gestion des déchets :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG fournitures courantes et services. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété.

Le transport, le conditionnement, le chargement et le déchargement s'effectuent sous la responsabilité du titulaire.

Le transporteur doit se présenter directement au réceptionnaire avant de commencer le déchargement.

Aucune livraison ne peut être effectuée sans la présence du responsable de la réception.

Le transporteur est tenu de respecter le temps nécessaire aux opérations de contrôle qui porteront sur :

- Le contrôle des engins de transport : propreté de l'engin, état des chargements (absence de produits écrasés ou d'objets indésirables)
- Le contrôle des produits : quantité, qualité, état des conditionnements.

Le déchargement est à la charge du titulaire. La manutention relative à la fourniture des produits est réalisée jusque dans les magasins, cuisines, ou autres lieux de stockage désignés par le responsable de site ou son représentant.

Les livraisons doivent être effectuées par des véhicules aménagés permettant de respecter la température maximale réglementaire de +4°C (Annexe II-2 de l'arrêté du 20 juillet 1998 fixant les températures maximales des aliments réfrigérés lors du transport).

Les opérations de déchargement seront effectuées avec un maximum de célérité et sans qu'il en résulte de remontée de température préjudiciable à la qualité des aliments.

Les véhicules devront être parfaitement propres et disposer d'équipements permettant d'éviter à la fois l'écrasement des produits, et le contact de ces produits avec les parois ou le plancher.

Franco de port :

Le montant minimum de commande pour une livraison franco de port est renseigné dans le bordereau des prix unitaires du titulaire.

Les commandes en dessous du franco de port indiqué par le titulaire seront honorées et des frais de port seront facturés conformément au montant indiqué dans le bordereau des prix unitaires.

Le franco de port s'apprécie à la livraison. Si pour un même jour de livraison des commandes en lot BPU et/ou catalogue n'atteignent pas individuellement le montant du franco, mais que ce seuil est atteint une fois les commandes cumulées, les frais de port ne seront pas facturés.

En cas de rupture produit à la responsabilité du fournisseur ou livraison partielle entraînant une relivraison sans que le franco ne soit atteint, les frais de livraison ne devront pas être appliqués.

Bon de livraison :

Les fournitures livrées par le titulaire doivent être accompagnées d'un bon de livraison ou d'un état, dressé distinctement pour chaque destinataire, et comportant notamment :

- la date d'expédition ;
- la référence à la commande ou au marché ;
- l'identification du titulaire ;
- l'identification des fournitures livrées et, quand il y a lieu, leur répartition par colis ;
- le numéro du ou des lots de fabrication, dans le cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage.

Chaque colis doit porter de façon apparente son numéro d'ordre, tel qu'il figure sur le bon de livraison ou l'état. Il renferme l'inventaire de son contenu.

La livraison des fournitures est constatée par la délivrance d'un récépissé au titulaire ou par la signature du bon de livraison ou de l'état, dont chaque partie conserve un exemplaire. En cas d'impossibilité de livrer, celle-ci doit être mentionnée sur l'un de ces documents.

Les réserves éventuelles par rapport aux marchandises livrées sont portées sur le bordereau de livraison.

A l'issue de l'opération de livraison, le représentant du service destinataire date et signe le bordereau de livraison, attestant ainsi la livraison.

ARTICLE 14. DEVELOPPEMENT DURABLE

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article R.2110-10 du code de la commande publique en prévoyant des spécifications techniques à caractère environnemental.

Le titulaire s'engage à identifier et limiter les émissions de gaz à effet de serre induites par l'exécution des prestations. Il doit proposer des solutions par des actions et des outils concrets : établir un diagnostic, identifier les principales causes, élaborer un plan d'actions et fournir un bilan annuel au CROUS Grenoble Alpes (déchets, émissions, certifications).

Clause d'insertion sociale :

Les documents particuliers du marché ne prévoient pas que le titulaire réalise une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles.

ARTICLE 15. PRESTATIONS SIMILAIRES ET MODIFICATIONS

Marchés complémentaires/Marchés similaires

Conformément à l'article R2122-4 du code de la commande publique, le Crous peut passer un marché de fournitures sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet des livraisons complémentaires exécutées par le fournisseur initial et qui sont destinées soit au renouvellement partiel de fournitures ou d'installations, soit à l'extension de fournitures ou d'installations existantes, lorsque le changement de fournisseur obligerait l'acheteur à acquérir des fournitures ayant des caractéristiques techniques différentes entraînant une incompatibilité ou des difficultés techniques d'utilisation et d'entretien disproportionnées. Sa durée ne peut dépasser, sauf cas dûment justifié, trois ans, périodes de reconduction comprises.

Conformément à l'article R2122-7 du code de la commande publique, le Crous peut passer un marché public de services sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire d'un marché précédent passé après mise en concurrence. La durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché public.

Clause de réexamen :

Les modifications du contrat seront passées dans le respect des dispositions des articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du code de la commande publique.

ARTICLE 16. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Conformément au chapitre VI du CCAG Fournitures courantes et services, le titulaire accorde à l'acheteur les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

PARTIE 5. CONSTATATION DE L'EXECUTION, GARANTIE ET MAINTENANCE

ARTICLE 17. RECEPTION

Déroulement des opérations de vérification :

Dans les 2 jours calendaires après la livraison des fournitures, il peut être selon le cas dressé un procès-verbal d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet des prestations. Passé ce délai, la décision d'admission des fournitures ou des services est réputée acquise.

Par dérogation à l'article 28 du CCAG fournitures courantes et services, ...

Décisions après vérifications :

VERIFICATION QUANTITATIVE

Elle consiste à contrôler la conformité entre la quantité livrée, la quantité portée sur le bon de commande et la quantité portée sur le bulletin de livraison.

Si la quantité livrée excède la quantité commandée, l'excédent ne fait pas l'objet d'une facturation et est à la charge du titulaire

Si la commande est incomplète, seules les quantités réellement livrées font l'objet d'une facturation et le titulaire s'expose à l'application de pénalités.

Le présent article déroge à l'art 29.1 CCAG/FCS : si la quantité livrée n'est pas conforme à la quantité commandée, le Crous Grenoble Alpes ne met pas en demeure le titulaire de reprendre l'excédent ou de compléter la livraison.

En cas de non-conformité entre la fourniture livrée et le bulletin de livraison, celui-ci sera rectifié et envoyé au titulaire par mail.

VERIFICATION QUALITATIVE

Elle consiste à contrôler l'état des emballages et conditionnements ainsi que la conformité des produits livrés avec les spécifications du marché.

En cas de non-conformité, le responsable de la réception peut refuser la fourniture et le titulaire s'expose à l'application de pénalités.

A l'issue des opérations de vérifications qualitatives, une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet est prise.

Admission :

L'acheteur prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai de quinze jours à dater de la livraison ou de l'achèvement de l'exécution du service.

ARTICLE 18. DELAI DE GARANTIE

Par dérogation à l'article 33 du CCAG fournitures courantes et services, aucun délai de garantie n'est applicable à ce marché.

PARTIE 6. CLAUSES DIVERSES

ARTICLE 19. CONFIDENTIALITE – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES – MESURES DE SECURITE

Protection des données à caractère personnel :

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, l'acheteur et le titulaire s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

Protection de la main d'œuvre et conditions de travail :

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Protection de l'environnement, sécurité et santé :

Conformément à l'article 7 du CCAG fournitures courantes et services, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

Réparation des dommages :

Conformément à l'article 8 du CCAG fournitures courantes et services, le titulaire prend à sa charge les dommages causés au personnel ou aux biens de l'acheteur du fait de l'exécution du marché. Le titulaire est responsable des dommages subis par les fournitures tant qu'il en conserve la propriété, et il garantit l'acheteur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

PARTIE 7. DEFALLANCE DANS L'EXECUTION

ARTICLE 20. PENALITES

MANQUEMENT	FONDEMENT CONTRACTUEL	PENALITES
Mauvaise exécution de la prestation (hors cas spécifiquement définis ci-après)	Articles 13, 24 et 25 du CCP	100€ par manquement
Non-respect des lieux livraison	Annexe 3 de l'acte d'engagement Article 13 du CCP	100€ par manquement
Non-respect des horaires de livraison	Article 13 du CCP	50€ par manquement
Dépôt sauvage en l'absence du responsable de la réception	Article 13 du CCP	100€ par manquement
Non-respect des quantités commandées (livraison incomplète)	Article 17 du CCP	20% du montant total de la commande concernée
Non-conformité qualitative de la fourniture livrée	Articles 17, 24 et 25 du CCP Bordereau des Prix Unitaires Fiches techniques	100€ par manquement
Livraison de produits sans étiquetage ou présentant un étiquetage non conforme	Article 25.7 du CCP	100€ par manquement
En cas de rupture définitive d'un produit référencé au marché, remplacement par un autre produit sans accord préalable du Crous	Article 25.5 du CCP	300€ par manquement

Les pénalités sont cumulables et applicables au titulaire sur simple constat, sans mise en demeure préalable.

Elles sont dues quel que soit leur montant et seront imputées, sous forme d'avoir, sur les paiements à venir dus au titulaire.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire (article 21) ou de résilier le marché sans verser d'indemnités au titulaire (article 22).

ARTICLE 21. MESURES COERCITIVES

Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Conformément à l'article 45 du CCAG fournitures courantes et services, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché pour faute du titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 22. CAS DE RESILIATION

Les dispositions du chapitre V du titre IX du livre 1er de la 2ème partie du code de la commande publique s'appliquent.

Principes généraux :

Conformément à l'article 38 du CCAG fournitures courantes et services, l'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 40, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG fournitures courantes et services, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 39 du CCAG fournitures courantes et services.

L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 42 du CCAG fournitures courantes et services.

ARTICLE 23. LITIGES ET DIFFERENDS

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 46 du CCAG des marchés publics de Fournitures Courantes et de Services.

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal Administratif de Grenoble
Tél. : 04 76 42 90 00
Fax : 04 76 42 22 69
Email : greffe.ta-grenoble@juradm.fr

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes:

Tribunal Administratif de Grenoble
Tél. : 04 76 42 90 00
Fax : 04 76 42 22 69
Email : greffe.ta-grenoble@juradm.fr

Règlement à l'amiable :

L'acheteur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Au sens du présent article, l'apparition du différend résulte :

- soit d'une prise de position écrite, explicite et non équivoque émanant de l'acheteur et faisant apparaître le désaccord ;
- soit du silence gardé par l'acheteur à la suite d'une mise en demeure adressée par le titulaire l'invitant à prendre position sur le désaccord dans un délai qui ne saurait être inférieur à quinze jours.

PARTIE 8. DEROGATIONS AU CCAG

Il est dérogé à l'article 4.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est dérogé à l'article 13.1.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est dérogé à l'article 33 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est dérogé à l'article 14.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

ARTICLE 24. REGLEMENTATION EN VIGUEUR

L'ensemble des produits du présent marché doivent répondre aux dispositions du règlement (UE) n°2018/848 relatif à :

- la production biologique,
- la transformation des produits biologiques,
- l'étiquetage des produits biologiques,
- les contrôles et certificats.

Le titulaire ne peut se prévaloir d'une quelconque ignorance de la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent accord-cadre.

ARTICLE 25. DISPOSITIONS CONCERNANT LES PRODUITS

Le titulaire du marché est tenu de fournir des produits conformes :

- aux caractéristiques définies dans le bordereau des prix unitaires,
- aux exigences stipulées dans les articles ci-après,
- aux fiches techniques fournies dans son offre.

Ces documents étant des pièces contractuelles du marché, ils pourront lui être opposés à tout moment et pourront faire l'objet d'application de pénalités.

25.1. Spécifications techniques

Les spécifications techniques des produits demandés sont indiquées dans le bordereau des prix unitaires.

25.2. Défauts

Les produits ne doivent pas présenter de défauts systématiques, tels que, notamment, de matières végétales étrangères, de tâches ou de particules foncées ou en forme d'écailles, de graines ou de morceaux d'ingrédients anormalement décolorés.

25.3. Additifs

La présence d'additifs doit être conforme au règlement (UE) n°1333/2008 et au règlement (UE) n°2021/1165.

Ils devront être mentionnés dans la liste des ingrédients conformément à la réglementation en vigueur.

25.4. DLC

La durabilité restante à la livraison est au minimum égale aux 2/3 de la DLC totale prescrite par le fabricant.

25.5. Engagements sur les références des produits

Le titulaire est tenu de livrer des produits correspondants aux marques et références renseignées dans son offre.

Toutefois, en cas de rupture d'un produit référencé au BPU les dispositions suivantes s'appliquent :

✓ Dans la configuration d'une rupture définitive :

Le titulaire ne pouvant en aucun cas imposer unilatéralement un produit de substitution, le changement de marque et de référence sera soumis à l'approbation du Crous après envoi de fiches techniques et d'échantillons.

✓ Dans la configuration d'une rupture ponctuelle, le titulaire s'engage à fournir un modèle de substitution de qualité égale ou supérieure au produit dont la rupture est constatée.

Pour chacun de ces deux cas, le prix unitaire du produit de substitution ne pourra en aucun cas être supérieur au prix du produit initialement défini dans le BPU.

A défaut d'accord avec le titulaire, le Crous peut décider de recourir à un autre fournisseur conformément aux dispositions de l'article 21 du présent CCP, ou d'appliquer les clauses prévues à l'article 45 du CCAG-FCS.

25.6. Conditionnement et emballage

Les emballages devront être conformes à la directive 94/62/CE, au règlement (CE) n°1935/2004, à la loi AGECE et aux dispositions du Code de l'environnement relatives à la REP.

Ils devront être recyclables et comporter les informations de tri réglementaires.

Les produits certifiés bio doivent obligatoirement disposer du logo bio européen sur les emballages.

Les conditionnements des articles prévus au marché seront conformes au règlement (CE) n°1935/2004 (ou « règlement cadre ») du Parlement européen et du Conseil du 27 octobre 2004 qui définit les exigences générales qui s'appliquent aux matériaux et aux objets destinés à entrer en contact directement ou indirectement avec les denrées, produits et boissons alimentaires.

Les conditionnements seront conformes au règlement (CE) n° 2023/2006 relatif aux règles relatives aux bonnes pratiques de fabrication (BPF) des groupes de matériaux et d'objets destinés à entrer en contact avec les denrées alimentaires qui figurent à l'annexe I du règlement (CE) n°1935/2004 et des combinaisons de ces matériaux et objets ou des matériaux et objets recyclés utilisés dans ces matériaux et objets. Les candidats se conformeront aux dispositions de ce règlement par la mise en place d'un système d'assurance qualité pour la fabrication, la transformation et la distribution des matériaux et objets destinés à entrer au contact des aliments. Les dispositions du règlement (CE) n° 2023/2006 spécifiquement consacrées aux bonnes pratiques de fabrication des encres d'impression et des matériaux et objets imprimés seront également appliquées.

25.7. Etiquetage

L'étiquetage devra être conforme aux règlements (UE) n° 2018/848, n°1169/2011 et à la réglementation française en vigueur, incluant les mentions environnementales obligatoires.

Les produits devront présenter sur leur étiquetage les informations suivantes :

- ▶ La dénomination de vente,
- ▶ la liste des ingrédients (y compris additifs éventuels),
- ▶ les informations nutritionnelles,
- ▶ les allergènes,
- ▶ la quantité nette,
- ▶ la DLC,
- ▶ les conditions de conservation,
- ▶ les références du lot de fabrication,
- ▶ l'estampille sanitaire pour la 5^{ème} gamme,
- ▶ le nom et l'adresse du fabricant ou du conditionneur,

Mentions bio spécifiques :

- ▶ le logo biologique UE,
- ▶ le code de l'organisme certificateur,
- ▶ l'origine des matières premières utilisées, sous la forme "Agriculture UE", ou "Agriculture France", ou tout autre État-membre, si l'intégralité des matières premières ont été produite en France ou dans cet État-membre,
- ▶ la mention de vente « Issu de l'agriculture biologique »

25.8. Maîtrise des risques sanitaires

Conformément au « Paquet Hygiène », les candidats auront mis en place un Plan de Maîtrise Sanitaire, intégrant :

- Les mesures à prendre pour la gestion de la traçabilité ;
- Les bonnes pratiques d'hygiène concernant aussi bien le personnel que le matériel, les méthodes de travail et les locaux ;
- Le plan HACCP (plan d'analyse des risques et des points critiques pour leur maîtrise) ;
- La gestion des non-conformités.

En cas d'alerte sanitaire, le titulaire du marché est tenu de mettre en place une procédure de blocage/retrait / rappel.

Il devra transmettre sans délai au Crous les éléments de traçabilité nécessaires à son traitement :

Référence du produit / N° de l'accord-cadre / Liste des points de livraison du réseau concernés / Motif de l'alerte / Devenir du produit